

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
3 au 9 mai 2001



10 FF
1,52 €

Sexualité des femmes handicapées

De la contraception à la stérilisation forcée

LE 28 MARS DERNIER, LE SÉNAT adoptait en seconde lecture la nouvelle législation concernant le droit à l'avortement. Au milieu du texte, un article donne la possibilité de stériliser les handicapés, après consultation d'une commission d'experts divers.

Pour certains, cet article est la légalisation d'une situation de fait, pour d'autres, la commission sera la garantie qu'aucun abus ne sera commis par les parents.

C'est une contraception souvent injustifiée, complètement déresponsabilisante, et surtout très inadaptée qui peut avoir des conséquences désastreuses. En effet ça peut complètement bloquer le développement des organes reproducteurs des jeunes filles en questions, qui peuvent se retrouver stériles ou quasi stériles à l'âge adulte. C'est plus soft que la ligature des trompes mais le principe est le même. C'est nier la sexualité des personnes handicapées, sexualité qui serait par principe bestiale

ment. » Dans les centres où sont accueillies ces femmes, certaines ont été longtemps soumises à la pratique de la « piqûre pour chat ». Si l'institution fait un effort, on trouve des systèmes pour qu'elles puissent assumer elles-mêmes leur contraception de manière responsable. Il y a bien sûr des oublis de pilule, mais il y a aussi des femmes non handicapées qui l'oublient. Ces oublis sont parfois la seule manière d'accéder à un désir d'enfant réprimé par l'entourage. Car la question, c'est bien celle là, et c'est bien celle de l'eugénisme.

Au nom de quoi une personne handicapée n'aurait-elle pas le droit d'avoir des enfants? Il ne faut sans doute pas encourager ces désirs d'enfants, car c'est souvent une difficulté supplémentaire pour les adultes handicapé-e-s et bien sûr pas les conditions idéales pour les enfants même si des fois ça se passe bien. Mais qui peut affirmer offrir des conditions idéales à un enfant? Il y a des familles « normales » où tous les enfants ont été placés à cause de carences éducatives des parents. On ne stérilise pas ces derniers pour autant... À ce compte-là, à quand la stérilisation des lesbiennes (si les homosexuel-le-s n'ont pas le droit à l'adoption, c'est bien pour les mêmes raisons, non?), des femmes qui font des enfants toutes seules, des RMistes, des gens porteurs de maladies génétiques, des délinquants, des nomades, des analphabètes, etc.? On ne peut pas préjuger a priori des compétences parentales de n'importe quelle catégorie de population. Mais alors pourquoi la loi le permettrait-elle pour les personnes handicapées?

Une personne handicapée est une personne à part entière

Bien sûr, c'est encadré par un comité d'experts, mais ce ne sont toujours pas les personnes handicapées qui disposent de leur propre corps. Car l'esprit même de ces comités, c'est justement qu'une personne handicapée n'est pas capable de prendre elle-même une décision aussi intime.

On pourra toujours y trouver, à défaut de chirurgien complaisant, des psychiatres complaisants. On y trouvera toujours des juges des tutelles qui ne considèrent pas les personnes handicapées comme des personnes à part entière, ayant une volonté propre. Ces mêmes juges de tutelles qui continuent à accorder en priorité la tutelle à un

membre de la famille et ce parfois même quand le majeur protégé s'y oppose.

Cette article de loi n'est ni plus ni moins qu'une autorisation de stériliser les personnes handicapées sans leur consentement. C'est comme ça qu'elle sera interprétée et utilisée par ces parents à mainmise.

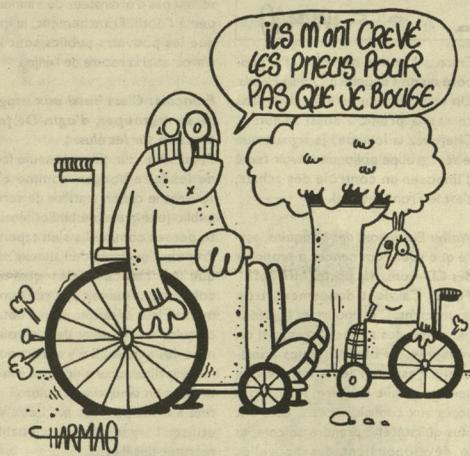
Aucune loi stipule par exemple qu'un majeur sous tutelle ait besoin d'une autorisation d'opérer comme pour les enfants avant de subir une opération chirurgicale. Pourtant tous les organismes de vacances adaptés la réclame. Pourquoi? Parce que les médecins ne feront rien sans. Ça peut donc

ner des situations ubuesques comme celle de cette femme qui souhaitait avorter, le médecin refusait de pratiquer l'IVG sans autorisation et la déléguée à la tutelle refusait de la donner pour « conviction personnelle ». Tout ça alors que ce n'est pas légalement nécessaire!

Si ce texte avait concerné les tziganes (au hasard) plutôt que les personnes handicapées, tout le monde aurait crié au scandale. Ce qu'il faut changer, ce sont les représentations qu'ont les parents des personnes handicapées, et aussi nos représentations.

Anne - groupe de la métropole
Eloise de la FA

CONTRACEPTION FORCÉE



Effectivement, il y a des parents qui font stériliser leur fille. Il y a aussi eu des institutions qui l'ont fait et peut-être le font encore. Ce qui se fait souvent, c'est la pratique de la piqûre contraceptive tous les trois mois sur des adolescentes (comme pour les chattes!). Il y a des IME (institutions spécialisées pour enfants handicapés) où toutes les filles passent à la piqûre dès qu'elles sont réglées.

et incontrôlable. Et c'est nier le fait que les femmes handicapées puissent elles aussi avoir des désirs d'enfants, et éventuellement en avoir.

Cette loi légalise la stérilisation volontaire, tant mieux... On s'est assez battu-e-s pour défendre la vasectomie. Ce qui est inacceptable, c'est qu'elle autorise que, dans certaines circonstances, on oublie le mot volontaire.

Un parent normal, c'est quoi?

L'article stipule que cette stérilisation aura lieu s'il y a « une contre-indication médicale absolue aux méthodes de contraception ou une impossibilité avérée de les mettre en œuvre efficace-

ISSN 0026-9433 - N° 1243

M 2137 - 1243 - 10,00 F



Pop 2520

EDITORIAL

À l'heure où la violence d'État utilise sans nuance l'armée pour réprimer les soulèvements populaires en Turquie, dans les territoires palestiniens, en Tchétchénie, en Kabylie, en Chine, en Bolivie et ailleurs encore en Afrique, nous mesurons combien nous manque un mouvement antimilitariste digne de ce nom. La terreur militaire imposée à Gaza, à Grosny ou à Béjaïa est de même nature et les images qui nous parviennent parfois montrent toujours et partout les mêmes têtes casquées, fusil d'assaut au poing, tirant à vue en toute impunité.

Devant autant d'horreurs, le nouvel ordre économique et politique s'est cru obligé de se greffer un appendice spécialisé dans la justice: le Tribunal International de la Haye. Mais l'arrestation de quelques abrutis, en Serbie ou Croatie, ne suffira pas à contenir notre indignation. Parce que les massacres continuent, sous d'autres latitudes, et que comme pour la peine de mort, cette caricature de justice n'a aucun effet dissuasif.

Par ailleurs, nous savons qu'à un moment donné les coupables qui nous sont livrés en pâture aujourd'hui ont été utilisés par ceux-là même qui prétendent vouloir les juger pour moraliser l'ordre capitaliste et étatique mondial.

Il n'est pas si loin le temps où Milosevic et ses généraux étaient reçus, avec tous les honneurs dus à leur rôle de bouchers patentés, par leurs homologues français. Comment oublier la coopération militaire qui livre hélicoptères, avions sans pilotes et mortiers « made in France » à la Turquie, l'Algérie ou Israël, pour soi-disant lutter contre le terrorisme islamique, palestinien ou kurde.

Dernier avatar de cette duplicité étatique, Khaled Nezzar, haut dignitaire de la dictature algérienne n'a vu que quelques dizaines d'opposants algériens lors de sa conférence de presse en plein Paris. Rien d'étonnant donc à ce que le gouvernement gauche plurielle laisse filer ce tortionnaire contre lequel trois plaintes pour tortures et assassinats ont été déposées. Pourquoi l'État prendrait-il le risque de déranger les fructueuses relations franco-algériennes puisqu'il n'y a pas ici de mobilisation conséquente. Dans le même temps la trique étatique et militaire tue, emprisonne et réprime toute tentative d'expression des populations kabyles.

L'ordre capitaliste a toujours besoin d'une armée, mercenaire, populaire ou privée, prête à faire son sale boulot dans les moments où la démocratie représentative s'avère impuissante à faire illusion et à servir de défouloir. Il y a donc urgence à intégrer la lutte antimilitariste dans la construction du mouvement émancipateur qui se cherche aux travers des revendications économiques actuelles.

Culture et service public: l'exemple des bibliothèques

GRATUITÉ DES SERVICES PUBLICS, implication des usagers sur la base d'une gestion directe, égalité d'accès aux moyens disponibles, et extension de ces moyens... Autant de propositions qui, pour être souvent développées dans les domaines les plus sensibles de la vie communale (transports, logement, travail...), se révèlent également pertinentes dans le cadre d'activités peut-être moins porteuses (en termes électoraux, s'entend) pour les élus dits du peuple, mais qui pour nous, anarchistes, apparaissent tout aussi vitales. Entre la suppression d'une ligne de bus et la fermeture d'un théâtre, nous refuserons toujours de choisir. Ce refus constitue un des engagements sans lesquels on ne peut bâtir un communalisme concret. Illustration avec Fred, employé de bibliothèque. Extraits de l'émission « Pas de Quartier! », diffusée sur Radio libertaire.

Wally: Peux-tu présenter rapidement la commune pour laquelle tu travailles?

Fred: C'est une ville des Hauts-de-Seine, relativement aisée, Neuilly et Gennevilliers. Elle a une sorte de spécificité géographique, qui la fait ressembler sur la carte à une espèce de « L ». Comme un fait exprès, la seule et unique bibliothèque se situe à la base du « L », près de la gare et de la mairie, en plein cœur des quartiers bourgeois.

François: Une bibliothèque pour une ville de presque soixante-dix mille habitants?

Fred: Depuis dix ans les élus parlent d'une annexe, dans les quartiers nord, à proximité des cités. Mais depuis dix ans, rien; le projet, quant à lui, reste dans les cartons. Ils le retrouvent, en général, un peu avant les élections. Pas plus tard qu'il y a deux semaines, on a entendu Monsieur le maire promettre que l'annexe se fera, qu'on y collerait juste à côté une méga-salle de spectacle, que ça allait de soi, faites-moi confiance, etc. Le plus triste c'est que les habitants des quartiers nord y croient. C'est dur de voir ces gens sortir satisfaits d'une réunion publique, la besace

pleine de promesses, alors que nous, professionnels, savons pertinemment que tout ça c'est pipeau, qu'aucun appel d'offres ne court, qu'aucun recrutement n'est prévu...

Wally: La ville est dirigée par la gauche ou la droite?

Fred: En matière de politique culturelle, le clivage est dépassé. Je connais des communes de gauche (certaines sont communistes!), où la situation des bibliothèques, des théâtres, des cinémas... est encore plus burlesque que dans la ville où je travaille. En matière de culture, la ségrégation droite-gauche tombe: tel maire passionné d'opéra développera dans sa ville, programmes, structures, budgets dans l'optique d'un « plus d'opéra ». Un autre ce sera le jazz, un troisième, le folklore local. En fait, leur point commun, c'est que tous considèrent l'action culturelle comme secondaire et parfaitement négligeable. Ce qui explique leur stupefaction quand ils se heurtent, par exemple, à la réelle colère de leurs administrés si ils tentent de vendre en douce le dernier cinéma de la ville: « merde, il y a encore tant de gens pas équipés en DVD! » Moi, je parle des bibliothèques parce que j'y travaille, mais la situation est identique pour une troupe censée, avant toute chose, rentabiliser ce non-sens économique qu'est un théâtre, même un tout petit, ou pour un atelier d'éveil musical, un cours de peinture pour adultes, etc.

Christophe: Peu importe la couleur du conseil municipal, on demande à des activités échappant par nature au mercantilisme moderne d'entrer dans le moule libéral...

Fred: Ce qu'on constate ailleurs, au niveau de la Poste, de la SNCF, de l'Éducation nationale... vaut pour tous les services publics. C'est-à-dire que, personnellement, j'appréhende le jour où on demandera aux bibliothèques de rapporter de l'argent, et où on commencera à rogner les budgets de celles qui n'y parviendront pas. Par définition, une bibliothèque ça ne peut pas être rentable. Alors l'autorité se débrouillera pour qu'au moins, elle coûte moins cher. **François: Il y a encore des gens qui**

pensent que les sociaux éviteront la casse de la culture. Ils disent: « la droite, c'est la droite, la gauche, c'est la droite aussi, mais avec le souci de la culture en plus ». Qu'est-ce qu'on peut leur répondre?

Fred: Ce sont des Bobos. Les gens s'imaginent vraiment que Jospin président s'opposera aux fermetures des squats d'artistes? Défendra l'art vivant? Ne touchera pas au statut des intermittents du spectacle? Je leur souhaite bien du plaisir... Moi, je crois que malgré l'impressionnante couverture médiatique dont ils bénéficient, les Bobos ne sont que des bourgeois, relookés *Nouvel Obs*. Ils ont, essentiellement, une fonction publicitaire: en nous les exhibant à longueur

thèque personnelle que finira le livre. C'est, je l'espère, entre les mains du plus grand nombre de lecteurs possible. À partir du moment où on a bien intégré cette contrainte, il est évident qu'on n'arrive pas en réunion d'achat comme on peut aller à la FNAC avec 500 balles sur soi, et l'envie de se faire plaisir. Secundo, il existe comme partout ailleurs des barrières politiques: par exemple il est inutile que je propose à la bibliothèque de s'abonner au *Monde libertaire*.

Wally: Et pourquoi pas?

Fred: Trop politique. Ce qui bien sûr ne nous empêche pas de recevoir le *Fig-Mag*, *Capital* ou encore *La*

secteur privé, d'accumuler un retard tel que ce serait catastrophique, d'un point de vue social. Déjà, un fossé s'est creusé entre ceux qui ont accès au web, et ceux qui n'y ont pas accès. Et la diffusion du savoir technique nécessaire en matière d'Internet, continue de se faire de façon chaotique et inégalitaire. Comme on parlait hier d'illettrisme, on commence à parler d'inélectronisme. Des lieux comme les bibliothèques peuvent contribuer, à leur niveau, à lutter contre ce phénomène.

Wally: Concrètement, qu'est-ce que tu proposes?

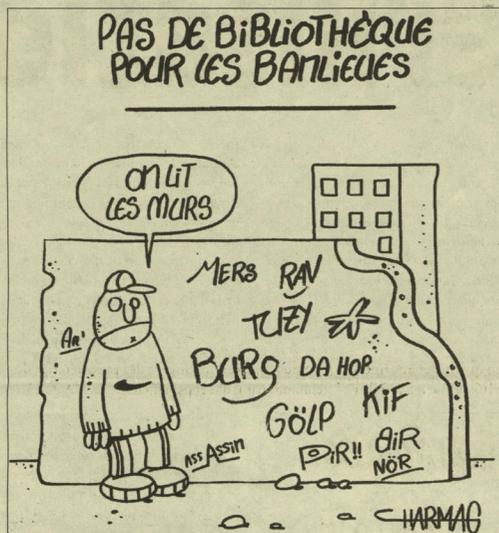
Fred: Il faut former le personnel, pour qu'il soit en mesure d'aider, de conseiller, puis de former à son tour les usagers. Il faut aussi, bien sûr, investir dans du matériel performant. Poser d'emblée comme principe que dans des médiathèques l'accès à Internet doit demeurer libre et gratuit. Simple question d'égalité au regard de ceux qui ont les moyens de s'équiper, de maîtriser l'outil, et qui donc dominent la toile.

Christophe: Mais dans certaines bibliothèques on propose déjà Internet.

Fred: Dans quelques-unes, généralement ce sont deux-trois postes, pour la frime, pour faire branché, et c'est rarement gratuit. Il n'y a pas eu de réflexion de fond, il n'y a pas de réelle volonté politique de lutter contre cette nouvelle forme d'inégalité. Dans neuf bibliothèques sur dix, non seulement tu ne trouveras pas Internet, mais aussi aucun CD-rom, et surtout aucun poste de consultation sur place, qui permettrait à ceux ne possédant pas d'ordinateur de s'initier un peu à l'outil. Franchement, je crois que les pouvoirs publics sont loin d'avoir saisi la nature de l'enjeu.

François: C'est aussi aux usagers de se regrouper, d'agir. De faire pression sur les élus.

Fred: Bien sûr. C'est la seule façon de les faire bouger, comme c'est souvent le cas en matière de service public (une grève de bibliothécaires, tu penses comme ils s'en tapent!). Prenons l'exemple de l'annexe: tant que les habitants des quartiers concernés n'auront pas réellement montré leur détermination à obtenir ce qu'on leur promet depuis maintenant des années, il n'y aura, pour la municipalité, aucune urgence à investir dans un équipement culturel destiné à « ses pauvres ». Mieux vaut utiliser l'argent du contribuable à recruter des flics...



de journaux, on voudrait nous faire gober que se goinfrer de stock-options tout en pratiquant le parapente, est « une nouvelle façon de vivre », un nouvel idéal. Mais cet idéal-là, il est vieux comme le monde.

Christophe: Comment vous faites vos choix, et qui décide des achats?

Fred: En fait c'est assez simple. On se réunit, nous avons nos fiches, chaque proposition est discutée: acheter ou pas (sachant qu'on a toujours un budget limité). Il y a également les suggestions de lectrices. À part certaines, farfelues, la plupart sont retenues.

Christophe (RL): En fait... vous êtes libres d'acheter?

Fred: Faut pas exagérer. Primo, en tant que professionnels, on se contraint soi-même à opérer des choix. Dit autrement, le but du jeu c'est de ne jamais perdre de vue qu'on achète pas ce bouquin pour soi, mais pour le lectorat d'une bibliothèque donnée, dans une ville donnée. Ce n'est pas sur les rayons de ma biblio-

thèque personnelle que finira le livre. C'est, je l'espère, entre les mains du plus grand nombre de lecteurs possible. À partir du moment où on a bien intégré cette contrainte, il est évident qu'on n'arrive pas en réunion d'achat comme on peut aller à la FNAC avec 500 balles sur soi, et l'envie de se faire plaisir. Secundo, il existe comme partout ailleurs des barrières politiques: par exemple il est inutile que je propose à la bibliothèque de s'abonner au *Monde libertaire*.

Wally: En dehors des bouquins, est-ce que vous commencez à proposer des CD-Rom, des postes Internet?

Fred: Ça vient doucement, trop doucement. C'est pourtant le principal enjeu des années à venir, si on veut que les bibliothèques continuent d'assumer leurs missions de service public Culture, formation, accès aux connaissances... elles ont plus qu'intérêt à prendre en compte le développement des nouvelles technologies. Le risque, c'est de se laisser distancer, définitivement, par

Quelques propositions

Accès libre et gratuit aux divers services proposés par les bibliothèques (aucun droit d'inscription de quelque nature que ce soit, puisque le contribuable est propriétaire de l'équipement qu'il a financé par le biais de ses impôts).

Développement d'une politique d'investissement, visant à renforcer les bibliothèques publiques dans leur rôle de lieux de culture, de loisirs et de formation.

Aménagement de ces lieux en pôles d'information, de formation et d'accès libre, en matière de nouvelles technologies de communication.

Création de Comités d'usagers, ayant pour objectif leur implication plus directe dans la vie de leur médiathèque.

Rédaction-Administration: 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08. Fax: 01 49 29 98 59.
 Directeur de publication: J. Toublet
 Service abonnement: 02 35 84 27 17
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay).
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Hebdo 1
 Diffusion N.M.P.P.

le monde **libertaire** Rédaction-Administration: 145, rue Amélot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays A partir du n° (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Les sectes dans les quartiers et comment s'en débarrasser

LES SECTES SONT UN CONDENSÉ DE CE QUE LES ANARCHISTES dénoncent de plus crapuleux, une sorte d'essence nauséabonde de ce que nous combattons. Qu'on les nomme sectes, religions ou partis, ce sont les pratiques de ces groupes et de ces personnes qui nous débectent et nous poussent à réfléchir et à agir.

Nous retenons la définition proposée par J-M Abgrall dans *La mécanique des sectes* [Payot et Rivages 1996], « structure de groupe fermée, fondée sur la manipulation mentale, organisée autour d'un maître (gourou) et d'une idéologie. La secte vise à établir une différence qualitative entre les adhérents de la structure et les non-adhérents, et son but caché ou avoué est l'enrichissement du groupe ou d'une partie de celui-ci. Elle s'établit et se développe grâce à l'exploitation des manipulés par les manipulateurs et son action sur l'individu est susceptible d'entraîner des désordres physiques ou psychiques, réversibles ou non ». Ajoutons qu'elles avancent le plus souvent en cachant leurs vrais noms et pratiques.

À Rennes, depuis 1993, l'investissement des militants du Comité Rationaliste AntiSecte Rennais de la Fédération anarchiste (CRASER-FA) dans les quartiers leur fait rencontrer différentes sectes sous diverses façades. Voici un petit historique de nos actions.

Le Mouvement Humaniste (MH)

Le MH est une secte d'apparence gauchiste mais elle cache en fait des pratiques mystiques, religieuses et autoritaires. Le gourou est SULO, un argentin bien argenté. Le MH, sous un autre nom, proposait un journal de quartier gratuit et financé par le Crédit Mutuel et des petits commerçants, sous couvert de créer du lien social. Nous passons des communiqués de presse, puis nous intervenons directement auprès des donateurs et du bar où la secte se réunit. Le journal cesse dans les trois mois. Ensuite apparaît dans un autre quartier l'association Referendum, pour plus de démocratie dans le quartier, suivie de près par l'association Bases qui veut promouvoir la pensée humaniste et s'implanter dans la MJC où la Fédération anarchiste se réunit.

Un travail d'information des habitants du quartier et une intervention en tant qu'« experts » auprès de la MJC suffisent à torpiller

ces nouvelles façades. Le 1er Mai suivant, le Parti Humaniste essaie de s'incruster dans le cortège. Un rapide tour des syndicats et des organisations présents permet d'éjecter les intrus. On ne les a plus revus le 1er Mai. Surfant sur la mode des SEL, nos petits adeptes montent un Réseau d'Économie Humaniste à grand renfort d'autocollants tenant sur les gouttières. Nous y apposons des autocollants informant du danger sectaire de l'entreprise.

Jamais à court d'idées, nos piou-pious s'incrusteront dans un local associatif pour s'y réunir. Nous envoyons un dossier à la responsable, et une confrontation directe avec les chefs locaux de la secte en présence de cette dernière a raison de cette tentative. Enfin, pas de chance, ils montent une association à visée électorale dans la fac où l'un de nous étudie. Nous agissons directement sur leurs affichages et dans leurs réunions. Un groupe d'étudiants vient ensuite nous trouver et diffuse un tract rédigé à partir du dossier que nous leur avons fourni : l'affaire arrive jusqu'à la direction de l'université et fait un petit scandale.

À notre connaissance le MH n'apparaît plus sur Rennes depuis deux ans.

La Nouvelle Acropole

La Nouvelle Acropole (NA) est une secte fascistoïde fondée par Jorge Angel Livraga Rizzi (JAL) et dont l'organisation est paramilitaire. En 1993, le SCALP (Sections Carrément Anti-Le Pen) prévient les médias et organise un rassemblement devant le local de la NA au moment où la secte reçoit son chef national, Fernand Schwartz. D'autres rassemblements ont suivi jusqu'à la fermeture de ce local. Le CRASER-FA est d'ailleurs né de ces initiatives.

Quand la NA sort dans la rue pour sa « fête de la fraternité » (en interne, ils se saluent à la romaine – salut nazi!), elle nous y rencontre à l'occasion, munis de tracts et nous passons des communiqués de presse.

Surfant sur la mode des cafés philo, la secte organise dans deux bars des réunions préférentiellement philosophiques au contenu inexistant voire new-ageux.

Nous intervenons auprès des propriétaires des bars, dans les réunions, par radio et par affichage. La NA doit arrêter et se trouve

un nouveau local excentré et sans vitrine. Depuis, peu de nouvelles de la secte.

Un travail de terrain qui porte ses fruits

Que ce soit contre Sahaja Yoga, l'Opus Dei, les Témoins de Jéhovah, la Révélation d'Arès ou toutes les autres sectes, ou encore les religieux et new-ageux en général, c'est bien l'investissement de militants, leur présence sur le terrain (tractages, affichages, radiodiffusions, bombages, débats, interventions dans les réunions de sectes...) associés à un sérieux travail de documentation et de réflexion, qui permettent d'être efficace et crédible.

Cette reconnaissance attise quelques convoitises : le comité anti-secte de l'Office Socioculturel Rennais (association paramunicipale) a bien tenté d'approcher le CRASER-FA, mais la présence en son sein de religieux divers comme de la mairie montrait son manque de sérieux et d'indépendance.

Par contre, cette reconnaissance permet aussi à terme que les personnes touchées par des sectes viennent directement nous trouver pour se documenter, pour agir ensuite d'elles-mêmes dans leurs quartiers. C'est par là que passe la prévention, et comme ça que nous la concevons, plus que par la création de lois antisectes comme nous les préparons actuellement les députés. Nous attendons pour l'instant de connaître la teneur précise de ces lois, mais nous sommes déjà certains que celles-ci comporteront des lacunes ou des assimilations graves : on se souvient des critères retenus par les Renseignements Généraux pour définir une secte, dont le « détournement des circuits économiques traditionnels » (qui peut s'appliquer à tout Système d'Echange Local) ou le « discours antisocial » (ça veut dire quoi « antisocial »?). Gageons, par ailleurs, que les députés auront le plus grand mal à pondre une loi qui permette de condamner une secte, mais qui ne doit pas (dans l'esprit) s'attaquer aux religions traditionnelles. Nous suivront en ricanant la manière dont ils ne manqueront pas de s'empêtrer dans cette contradiction, et nous ne manquerons pas de vous faire part de notre avis.

Nicolas et Manu

Comité Rationaliste AntiSectes Rennais de la Fédération anarchiste (CRASER-FA) c/o Local Anarchiste Rennais, 35000 Rennes.

Nancy : Un tramway nommé délire

AH QU'ELLE ÉTAIT BELLE l'inauguration du tramway de Nancy, le 2 décembre dernier, avec tous les officiels locaux, ainsi que Bernadette Chirac. Et puis le tramway a roulé, sans Bernadette, pendant quinze jours... et il s'est arrêté, malade : quelques vilains déraillements et quelques blessés... légers.

Avant de revenir sur la naissance et la convalescence de ce tramway, il est utile de rappeler que l'agglomération de Nancy (300 000 habitants) avait auparavant un réseau satisfaisant de bus et de trolleybus, à l'opposé de son réseau cyclable, quasi inexistant. Il est vraiment dangereux de se déplacer à vélo à Nancy. La logique aurait voulu que l'on développe ces pistes cyclables, rien n'a été fait, ou plutôt une parodie : deux kilomètres de pistes ont été créés dans l'agglomération, et l'on a installé des relais de location dans la ville. Signalons au passage que les employés de ces relais sont en CES.

Un tramway en dépit du bon sens

Il y a deux ans, sans consultation aucune, les seigneurs de la ville ont décidé la construction d'un tramway. Le tracé de la première ligne n'a répondu qu'à des critères de rentabilité (on s'en douterait) et, là non plus, sans aucune consultation des habitants. Ils ont décidé la fusion de deux grosses lignes de bus, et l'articulation en arborescence des autres

lignes autour de ce nouvel axe.

Ce choix s'est avéré désastreux car il a obligé beaucoup de voyageurs à utiliser des correspondances, il a augmenté le temps de transport, et enfin il a dégradé la qualité des transports nouvellement créés. De plus, il faut ajouter que ce tramway était ini-

tialement prévu pour rouler... en dehors de son site, c'est-à-dire tributaire de la circulation. Cet aspect n'a été critiqué qu'après la construction et l'arrêt du tram.

Un aspect également très critique est le choix du matériel roulant. La Communauté urbaine du grand Nan-

cy a décidé, contre toute attente et en dépit du bon sens, de choisir un tramway sur pneu à guidage central et capable de rouler en hors site... et au gazole quand il y a des pannes de courant.

En fait un prototype de la multinationale Bombardier, acheté à prix d'or et collectionnant les défauts majeurs : bruit assourdissant, secousses, non accessibilité pour les handicapés sur plus de la moitié du parcours, absence de visibilité latérale et arrière pour les chauffeurs, et déraillement à plat.

Alors qu'il est prévu que ce tram puisse sortir de son rail de guidage pour se transformer en bus, le laboratoire de l'École nationale des TPE, mandaté pour expertise après la mise en service, a conclu à l'impossibilité pour ce véhicule de rouler de façon sûre en site ouvert, c'est-à-dire sur la route. Il est à noter que le préfet, qui a interdit la circulation de tram, ne l'a fait qu'après les deux déraillements et non à la suite de ce rapport.

Et les usagés dans tout ça ?

Le choix de ce tramway, nous dit-on, a été dicté par un choix d'économie, mais la facture est là : 1,4 milliard de francs, ce qui met le pseudo-tramway de Nancy plus cher que celui de Strasbourg ou de Montpellier. Avec beaucoup moins d'argent, on aurait pu développer un parc de bus électriques, comme à Strasbourg, sur

des petites lignes répondant aux aspirations des habitants de plus de quartiers. Le réseau existant de trolleybus (donc électrique) peut être facilement développé, rendant possible l'électrification de toutes les lignes. Et il resterait encore assez d'argent pour construire des dizaines de kilomètres de pistes cyclables.

Il reste à savoir maintenant quel va être l'aboutissement de ce projet ubuesque, sentant bon les pots de vin, et les influences trafiquées. Des audits demandés par des associations d'utilisateurs, ont conduit à des critiques très sévères, préconisant le rétablissement d'un réseau ferré léger, du type de celui de Montpellier, chargé à l'agglomération de refaire les travaux...

Sur ce projet, ce n'est pas la peine d'aller chercher l'appui d'une opposition (socialiste), le consensus sur le tramway est total entre la droite et la gauche.

Nous devons lutter pour que l'ensemble des citoyens aient réellement leur mot à dire par le biais d'associations ou en créant des comités de quartier pour gérer ce tramway, en se prononçant sur sa faisabilité, son utilité, son tracé, son matériel, sa gestion. C'est lors de changements urbains majeurs qu'on peut essayer d'avancer vers une gestion plus directe de la ville par ses habitants.

groupe Caussimon (Nancy)



Danone: licencions les actionnaires! Autogestion!

POUR PROTESTER CONTRE LA décision de la multinationale Danone de fermer les usines LU de Calais et Ris-Orangis, les salarié-e-s de LU se sont mis en grève et ont occupé les usines. Le 21 avril, le PC appelait à une manifestation nationale contre les « licenciements boursiers » en choisissant symboliquement la ville de Calais à l'occasion de la lutte des ouvrier-e-s de LU.

Le PC fait le grand écart

Les organisateurs ont estimé le nombre de manifestations à plus de 20 000 personnes. Une grande majorité défilait dans les cortèges du PCF - CGT. L'atmosphère n'était pas spécialement vive ni combative. De toute évidence, le PC a tiré les

leçons de sa débâcle aux dernières élections municipales. Effrayé par l'idée de se retrouver, dans un avenir pas si lointain, la troisième force communiste derrière LO et la LCR (sans sympathie pour les trotskos, cela nous ferait quand même bien rire), le PC cherche à se redonner l'image d'un parti revendicatif, impliqué dans les luttes et présent sur le terrain. Opération difficile pour un parti du gouvernement: envoyer ses militant-e-s dans la rue pour revendiquer des lois plus strictes contre les licenciements, tout en participant à une majorité législative qui hésite constamment à les mettre en œuvre. Quant aux mesures que le gouvernement se propose d'adopter sous la pression des luttes et de l'opinion publique, elles sont de toute façon trop timides pour pouvoir influencer

le comportement arrogant des dirigeant-e-s économiques. Ben alors, ça fonctionne pas comme ça, la lutte des classes? Sur les chaises chaudes et confortables de l'Assemblée nationale et de Matignon! Ça tombe bien, c'est notre discours depuis 1848. Bon retour dans la rue! Nous, nous ne l'avons jamais quittée! Nous, on n'est pas emmerdé par les « camarades ministres » qui nous disent quand il faut arrêter de lutter, comme M. Gaysot qui demande aux cheminots d'en finir avec leur mouvement de grève.

Autogérer l'outil de travail

Ce samedi nous étions une bonne centaine dans le cortège libertaire à battre le pavé pour affirmer notre solidarité avec les ouvrier-e-s de LU.

Les militant-e-s de la FA proposaient dans leurs tracts aux salarié-e-s de LU de s'inspirer de réquisitionner leur usine pour produire à leur propre compte, en s'inspirant du modèle de *Tower Coltery* au Pays de Galles. Rappelons que depuis que Thatcher a liquidé l'industrie minière anglaise, cette mine est autogérée par les ouvriers. Nous sommes tout à fait conscient-e-s de l'ambiguïté de tels projets, notamment dans l'obligation de devoir répondre aux exigences de l'économie de marché ambiante. Il n'empêche qu'il s'agit peut-être de la seule possibilité pour ces salarié-e-s de sauver leur emploi. De plus, le fait que LU réalise des bénéfices laisse espérer que ce projet autogestionnaire ne serait pas une autogestion de la misère: 7,9%

de bénéfices devraient donner de belles marges d'augmentations de salaires, quand on n'est plus obligé de satisfaire la voracité des actionnaires. En attendant, l'activisme nerveux du PC donne naissance à des scènes délirantes, qui nous laissent perplexes, entre l'envie de (dé) gueuler ou d'éclater de rire: la municipalité communiste déclarait sur une grande banderole accrochée à la mairie « Calais - capitale mondiale de la lutte contre la mondialisation », et les militant-e-s d'entamer, après le discours de Robert Hue, leur interpellation chantante de cette lutte: la

Martin et Sam. - groupe de la Métropole lilloise

Bruxelles: mouvements sociaux solidaires!

MERCREDI 18 AVRIL, À Bruxelles, une centaine de travailleurs sociaux s'est rassemblée sous les fenêtres du ministre Vanden Lanotte. Ces travailleurs sociaux interviennent auprès des personnes étrangères clandestines ou en voie de régularisation. Assistantes sociales, psychologues, à entendre l'État, ces professionnel-le-s devraient « faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter l'éloignement du territoire de tous les déboutés ».

Au bout de deux heures de manifestation sous la pluie et la grêle, la délégation syndicale est revenue de ses négociations avec le ministre. Le résultat est

misérable: le ministre va écrire au ministre de l'Intérieur pour demander l'application d'une circulaire. Sachant que les directeurs des centres fermés (centre de rétention pour clandestin-e-s) sont les seuls maîtres à bord, comment espérer que cet échange de correspondance va changer les conditions déplorables de véritable détention de personnes dont le seul crime est de voyager ou de vouloir s'installer sans papiers adéquats!

Meurtre d'État

Le 22 septembre 1998, Sémira Adamu décédait pendant la procédure

d'expulsion, étouffée par des gendarmes maniant un coussin. Le 24 avril 2001, ces gendarmes vont devoir répondre de leurs actes devant la justice. Leur ministre de tutelle (tiens, Vanden Lanotte à l'époque) a réussi à se défilier alors qu'il avait rédigé la liste des personnes à expulser à tout prix. La Sabena, qui achète le silence des pilotes et hôtesse-s de l'air, ne comparaitra pas non plus pour ce meurtre qui s'est déroulé en partie dans son avion.

Les faits et les procès

Le 23 avril 2001, le comité de soutien aux inculpé-e-s des collectifs lancera une campagne de soutien. Le collectif contre les expulsions est actuellement sous le feu de trois dossiers d'inculpation. Le premier est le procès en appel de Pascal Marchand qui se déroulera le 4 mai 2001.

Le contexte est la manifestation du 3 octobre 1999 contre l'expulsion collective des Roms. Pascal est accusé de tentative de vol ainsi que de coups et blessures (avec effusion de sang) à l'encontre d'un gendarme en civil qui prenait des photos. Il lui est reproché en outre une destruction de matériel, en l'occurrence la grille du centre. L'affaire est passée en procédure accélérée, ramenée à un fait de vandalisme et décontextualisée tant de la manifestation que de l'action du collectif. Le dossier est rédigé par un seul gendarme, la victime et la seule preuve exhibée consiste en une note de pressing (la victime avait son veston taché de boue). Pascal a été condamné par défaut une première fois à un an de prison ferme. Deux autres procès concernent 19 militant-e-s du collectif pour 22 inculpations. Ces dossiers concernent principalement cinq actions menées en 1998. Blocage d'un fourgon cellulaire de l'office des étrangers transportant un mineur somalien à l'aéroport en vue d'une expulsion. Évasion de 25 détenu-e-s du centre suite à un rassemblement de soutien à Sémira Adamu. Blocage d'un fourgon de l'office des étrangers transportant une fille du groupe des évadés pour une expulsion. La technique utilisée était la projection d'œufs remplis de peinture sur le fourgon à l'arrêt. Manifestation devant le centre contre les expulsions et les centres fermés. Action devant le parlement à l'occasion

de l'anniversaire des 50 ans de la déclaration des droits de l'Homme.

Quelle défense?

Le plus marquant à la lecture des plus de mille pages que contiennent ces deux dossiers, c'est l'accumulation des charges retenues et l'image de groupe organisé et violent utilisé pour présenter le collectif. L'absence de preuves dans ce dossier ne nous pousse pas à l'optimisme. Il existe, dans les milieux du pouvoir « 3 en 1 » une volonté manifeste de nous faire payer notre insolence et dans un même élan de légitimer un peu plus la politique d'expulsion et les acteurs qui la portent.

Le combat ne se situera pas au niveau des preuves: nous avons fait ces actions,

nous les avons revendiquées ouvertement et nous n'éprouvons ni regret ni remords.

Ces procès visent à sortir nos actions du cadre politique pour les placer dans le cadre judiciaire, les vidier de tout sens et effacer les questions que nous posons. En agissant de la sorte, le pouvoir nous fait un procès politique. Nous voulons que ce procès soit une nouvelle occasion de dénoncer et combattre la politique d'expulsion, de détention et d'exploitation des sans-papiers, le régime sécuritaire et ses logiques de contrôle qui nous étouffent.

Une individuelle de Belgique de la FA

Comité de soutien: c/o section de Bruxelles de la LDH, 15 rue de Londres. Comitesoutien@collectifs.net



dans la toile

Déclaration de principe de l'autre net (<http://lautre.net/>): Il y a beaucoup d'hébergeurs, soit gratuits, soit payants, qui proposent un schéma standard hébergeur/hébergés, schéma commercial par excellence: d'un côté un vendeur, et de l'autre un acheteur. Nous établissons un autre schéma: il n'y aura plus d'hébergeur/hébergés, juste une réunion de webmestres qui construisent eux-mêmes leur propre hébergeur. Il s'agit d'un hébergeur autogéré. Cela veut dire que chacun a son mot à dire sur les grandes orientations de l'hébergeur. Cela veut aussi dire que nous partageons le coût de fonctionnement du serveur. Chacun peut y participer et chacun en est responsable. Nous voulons que cet hébergeur soit le votre, que chacun puisse lui apporter ce qu'il pense être nécessaire.

Dans la même veine, Ouvaton (<http://ouvaton.net/>) déclare: Quel est le point commun entre tous les webmestres? Celui d'avoir besoin d'un bout de disque dur connecté quelque part au réseau Internet. Pour exister encore, héberger librement les contenus, ne pas subir des publicités imposées ni fournir des renseignements personnels exploités ensuite à des fins marketing, Ouvaton est une coopérative de consommation, d'hébergement numérique, autogérée.

Cliprezo (<http://www.cliprezo.net/>) est une association qui a pour but d'étudier et promouvoir toute forme d'organisation technique, financière et juridique permettant une coopération active entre les auteurs, éditeurs et utilisateurs de contenus sur l'Internet aux fins de maintenir, développer et multiplier des dispositifs d'hébergement libre, gratuit ou pour un coût marginal, et sans contrepartie publicitaire. Pour une fois de plus dénoncer la pubibonderie artifice, une pétition est en ligne contre la censure dans l'art (<http://lecollectif.free.fr/>). Pour participer à la réalisations d'œuvres en direct (<http://provisoire.com/>). Étrange système de redirection que chacun peut gérer (<http://papi.com/>). À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@minitelorama.com

Vite fait...

■ **Palestine.** Un enfant de 11 ans a été tué d'une balle dans la tête lundi 23 avril. C'est la 400e victime palestinienne depuis la reprise de l'Intifada contre 73 morts côté israélien.

■ Un charnier, datant de la guerre d'indépendance, a été découvert à Tebessa (Algérie). Il contenait les ossements de 290 personnes massacrées par l'armée française.

■ **Tourisme sexuel.** Selon l'ONU, 17 000 enfants sont prostitués au Mexique, la plupart dans les villes touristiques à la frontière des États-Unis.

■ Selon l'ONU, le virus du sida touche dans le monde 36,1 millions de personnes. Plus de la moitié sont des femmes, un million des enfants de moins de 14 ans, 25,3 millions (70% des cas) vivent en Afrique noire. Dans cette région du monde, 2,4 millions de personnes sont mortes de cette maladie en l'an 2000, 2,2 en 1999... et il y a des enlèvements de groupes pharmaceutiques qui voudraient leur interdire d'utiliser des médicaments génériques.

■ **Solidarité.** Le tribunal correctionnel de Bordeaux a condamné Jean-Pierre Leroy, porte-parole de la Confédération paysanne en Aquitaine, à 10 000 F d'amende et 8000 F de dommages et intérêts pour avoir détruit une parcelle expérimentale de colza transgénique en mai 1999.

■ Le groupe Philips a annoncé son intention de fermer son usine du Mans et de la transférer en Roumanie... pays où la main-d'œuvre est nettement moins chère. Pour s'installer dans la Sarthe, la multinationale avait touché 54 millions de francs de prime de l'État et des collectivités locales...

■ Souvenirs très attachants. Selon une étude de la CRII-RAD, la moitié des sols français est toujours contaminée par des résidus radioactifs datant du passage du nuage de Tchernobyl, il y a tout juste 15 ans.

■ Le groupe Motorola va fermer son usine de Bathgate (Ecosse) et licencier ses 3 000 salarié-e-s. Pour cette seule usine, le groupe a touché 200 millions de francs d'aide publique ces toutes dernières années...

■ **30 000 expulsions de sans-papiers en 2001**, contre 9 000 l'an passé. C'est l'objectif annoncé mercredi 25 avril par le ministre de l'Intérieur britannique Jack Straw. Dans le même temps, son homologue français, Daniel Vaillant, expliquait dans une interview au journal catho *La Croix*, que « les discours de la droite et de la gauche sur l'insécurité se sont beaucoup rapprochés ces dernières années » et que « les clivages idéologiques de mise dans les années 1980 n'existent plus aujourd'hui ». On veut bien le croire et pas seulement sur l'insécurité...

... bien fait

Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanadoo.fr

Tournée de conférences sur le communalisme : bilan positif !

LA TOURNÉE DE CONFÉRENCES sur le thème du « communalisme en acte », organisée par les compagnes et les compagnons de la FA francophone, a permis à la FMB de Spezzano Albanese de faire connaître autant ses pratiques que son projet théorique. Je retiens que ces débats se sont révélés intéressants et stimulants autant pour l'organisation qui nous a accueillis que pour notre structure. Un débat vivant, argumenté, autant théorique que pratique sur le communalisme libertaire, a caractérisé chacune de nos conférences dans les grandes villes (Paris ou Lyon) comme dans les moyens ou petits centres tels que Chambéry, Dijon, Avignon, Grenoble, Besançon, Clermont-Ferrand, Châlon-sur-Saône. Un débat qui d'un côté s'attachait à vouloir comprendre à fond les modalités d'intervention de l'expérience communaliste libertaire de la FMB (présente depuis près de dix ans en Calabre) et qui dans le même temps voulait en connaître les résultats concrets, les limites, les contradictions.

Pour comprendre comment ce genre d'expérience pourrait être exporté dans des centres plus gros avec une réalité métropolitaine et comment une pratique communaliste libertaire étendue et fédérée par le bas peut être issue d'une pratique révolutionnaire apte à bousculer l'assise de la société hiérarchique et à mettre en place dès aujourd'hui, de façon concrète, les bases d'une société anti-autoritaire.

Echanger, débattre, proposer

S'interroger sur le gradualisme révolutionnaire anarchiste et libertaire. S'entretenir sur la nécessité d'une lutte sociale et de classes pas seulement à caractère revendicatif ou d'opposition, comme il en existe tant, qui délègue à une hypothétique révolution l'espoir d'une nouvelle donne sociale non plus basée sur l'exploitation et l'oppression, mais sur la nécessité d'une lutte sociale et de classes qui parte de revendications concrètes et d'une opposition de l'existant pour projeter et réaliser jour après jour une nouvelle société égalitaire et libertaire, dans la ville où nous vivons et luttons, sur les principes de l'autogestion, de l'autogouvernement, du fédéralisme par le bas.

Se questionner sur la nécessité d'une révolution sociale, non vue et attendue comme le résultat des contradictions économiques et politiques de l'actuel capitalisme, mais qui se prépare dès aujourd'hui sur les contradictions économiques et politiques du système dominant avec des structures de lutte alternatives pour être prêtes au moment de rupture radicale à remplacer le gouvernement sur les communes par l'autogouvernement de celles-ci, l'exploitation par l'égalité, l'autorité avec la liberté, fermant ainsi la porte aux idéologies autoritaires récentes dont on a pu constater la nocivité et la faillite (voir socialisme réel). Telles sont les thématiques qui se dessinaient conférence après conférence quand des questions relatives à la structure et à l'activité de la FMB, on passait à des questions plus théoriques.

Et notez que par la façon dont souvent étaient posées ces questions on pouvait déduire qu'elles n'étaient pas posées seulement par les anarchistes ou les libertaires présents au débat, mais également par des personnes non anarchistes, qui prenant part active au débat s'efforçaient de comprendre les propositions de l'anarchisme social.

Pour aller plus loin

Il est évident que toutes ces questions n'ont pas pu trouver de réponse dans le temps imparti aux conférences, mais l'approche a été faite de façon forte et dialectique et a permis de relever des signaux d'intérêt concrets qui ne demandent qu'à être approfondis. À ce sujet, l'annonce des quatre jours de congrès international que les structures anarchistes et libertaires de Spezzano et des alentours veulent organiser à Spezzano, durant la dernière semaine d'août, sur le sujet du communalisme libertaire a été accueillie avec beaucoup d'intérêt.

Nous sommes d'ailleurs revenus à la discussion sur ce sujet lors de moments dits informels avec les compagnes et compagnons, de stimulantes contributions sont venues s'ajouter aux problématiques déjà relevées par les structures promotrices du congrès.

Les points à approfondir lors de la rencontre pourraient être :

- une analyse approfondie du rôle des administrations institutionnelles et de leur rapport avec les gouver-

nements centraux, régionaux, avec l'État et les lobbys patronaux, avec pour but de montrer la différence entre l'actuel et l'alternative radicale du parcours révolutionnaire de l'expérience communaliste libertaire autant dans ses contenus que dans ses méthodes ;

- débattre ensemble sur la pratique et les idées d'un communalisme libertaire d'action directe et extra-institutionnel, qui se différencie radicalement de la pratique et des idées de ces tendances municipalistes ou de démocratie dite participative, que d'autres tentent de réaliser, essayer d'établir les limites et les contradictions de cette philosophie par rapport à une réelle mise à plat de la société de domination voulue par la FMB ;

- la confrontation entre les expériences communalistes et les expériences proches de celles-ci (autogestionnaires, environnementalistes, territoriales ou syndicales de base, etc.) déjà ancrées dans le social ;

- l'élaboration d'une proposition révolutionnaire de fédéralisme par le bas, libertaire et de classe, comme moyen d'autogouvernement des municipalités capable de s'opposer dans le concret au « fédéralisme » paradoxal que proposent les États, et au procédé de globalisation en marche du système capitaliste mondial.

Une initiative riche de sens et d'enseignements

Pour finir, je pense qu'il est important de signaler que pour ma part, tant les moments de confrontation

interne aux conférences, tant les autres moments, se sont révélés utiles et enrichissants, non seulement dans les échanges d'idées et d'expériences mais également pour ma connaissance directe de l'engagement et des préoccupations des compagnes et compagnons de la Fédération anarchiste francophone et de leur travail sur le social.

De leur côté, les compagnes et compagnons français ont pu voir par le biais de la petite lorgnette que représente l'expérience communaliste libertaire de la FMB en Calabre, par ses rapports avec des structures similaires et des structures proches sur le territoire national, ce que cette initiative représente dans le panorama anarchiste et libertaire italien.

En définitive, je pense que cette expérience de confrontation publique en France, chaleureuse et accueillante d'un point de vue humain et riche de confrontations critiques sur le plan politique a été utile aux deux parties ; aux compagnes et compagnons de la Fédération anarchiste francophone pour, à l'avenir, mieux approfondir leur intérêt pour la thématique communaliste libertaire (voir les pages du *Monde libertaire* qui nous documentent amplement ces dernières semaines) et à nous, communalistes libertaires calabrais, pour nous rendre compte de l'attrait ressenti pour notre expérience et pour mieux continuer sur le chemin entrepris, faisant de chacune des pistes reçues un trésor.

Domenico Liguori pour la FMB

chronique anarcha-féministe L'âge des possibles

Lorsque j'ai enseigné au collège, forte de mes convictions féministes, j'ai décidé d'être très vigilante sur la stricte égalité des prises de parole en classe, des garçons et des filles. À force de persuasions auprès des filles qu'elles étaient tout autant capables que les garçons de s'exprimer intelligemment en classe, j'y suis arrivée. Le temps d'expression garçons/filles était équivalent.

Quelle ne fut pas ma surprise alors de recevoir une délégation de garçons m'expliquant que je faisais de la discrimination en classe, que je les interrogeais moins que les filles qui étaient mes chouquettes selon eux. Leur surprise fut égale à la mienne lorsque je produis les statistiques de plusieurs mois leur prouvant qu'il y avait eu stricte égalité de temps de paroles entre les deux genres d'élèves.

Puis, je les retrouvai quelques années plus tard, à cet âge où ils/elles rêvent de leur avenir, où tout est encore possible à réaliser. Ces filles que j'avais convaincues de leur valeur humaine, de leur intelligence s'étaient à nouveau éteintes. Leur assurance n'avait pas résisté au bulldozer de ces heures de cours, de ces cours de récréation pendant lesquelles on leur avait seriné que « non, décidément elles n'avaient pas le même potentiel de réussite que les garçons ».

Alors, à l'heure de bâtir leur projet d'orientation, elles s'en remettaient à leur famille, à leur petit copain du moment et décidaient qu'il valait mieux poser candidature dans des écoles proches de chez elles ou remettre leur décision à plus tard lorsque le petit copain saurait où il allait poursuivre ses études.

Et c'est là que j'ai compris que le patriarcat et le capitalisme sont intimement liés. À l'âge des possibles, ces jeunes filles ont décidé de leur avenir en fonction des besoins des entreprises de la région et de leur destin de futures mères de famille avant tout.

Fifi Bras d'Acier



Le quartier, la commune, la ville... des espaces libertaires ! Editions du Monde libertaire-Paris et Alternative libertaire-Bruxelles. 46 p. 20 F. en vente à la librairie du Monde libertaire (23 F avec port).

Le Sommet des Amériques est fini, mais la répression politique continue

Pas de justice, pas de paix

MAINTENANT QUE LA poussière des gaz est retombée, le rouleau compresseur de la criminalisation des mouvements sociaux s'est mis en branle. Nous savons tous et toutes que l'immense majorité des 450 arrestations du Sommet des Amériques (20 au 22 avril) se sont faites au hasard et furent particulièrement brutales et arbitraires (1). Aujourd'hui, le pouvoir veut nous diviser entre « pacifistes » (les bonNEs) et « violentEs » (les méchantEs). Une demi-douzaine de militantEs – Jaggi Singh (2) et ceux de Germinal – servent actuellement de boucs émissaires et sont toujours en prison. Contre les tentatives de division et la criminalisation, notre meilleure arme est encore et toujours la solidarité.

Ne nous leurrions pas, malgré la répression et les arrestations, le Carnaval de résistance au capitalisme qui s'est tenu du 20 au 22 avril est une immense victoire. En effet, réussir à faire descendre dans la rue plus de 50 000 personnes d'horizons si différents quand on a tout contre soi – les médias, les flics, l'État et le capital –, constitue un tour de force sans précédent dans notre triste capitale d'ordinaire si tranquille.

La solidarité des résidentEs avec les manifestantEs fut quasiment sans faille, la rencontre des syndicalistes avec les partisanNEs de l'action directe fut massive, le respect de la diversité des tactiques, pour sa part, fut généralisé. Une flamme s'est allumée dans les yeux de dizaines de

milliers de spectateurs et de spectatrices hier encore au regard éteint, en poussant plusieurs milliers à devenir, enfin, acteurs et actrices de leur vie. C'est cela que le pouvoir ne peut pas tolérer, c'est cela que le pouvoir doit casser.

Si l'innocent mérite notre solidarité, le coupable la mérite encore plus!

Le vendredi 20 et samedi 21 avril, une foule d'actions directes a eu lieu à Québec. Ces actions, comme les attaques contre le mur de la honte (3), le pouvoir veut les délégitimer parce que « violentes » et les assimiler à du vulgaire vandalisme. Pourtant, il est clair que ces gestes, tout comme les centaines de graffitis politiques et les dizaines de milliers de marcheurs et de marcheuses pacifiques, sont éminemment politiques et légitimes. L'élite ne peut pas penser quadriller le centre-ville avec sa police et imposer une clôture sans créer une résistance et une riposte.

« Oui, mais ces actions étaient violentes », diront certainEs. Tout d'abord, il faudrait savoir qui, des policiers armés jusqu'au dents qui gazent tout un quartier ou des membres du black block, est réellement violent. Peut-on être violent contre une chose? Est-ce comparable au fait de tirer des balles de plastiques sur des êtres humains? D'autre part, considérant les circonstances, il nous semble tout à fait légitime de s'équiper – avec casques, masques à gaz et tout le tralala –

avant d'aller s'attaquer à une clôture gardée par des flics anti-émeutes. Nous croyons que les partisanNEs de l'action directe, contrairement aux policiers, ont usé strictement de la force nécessaire et ont respecté tant les autres manifestantEs que les résidentEs. Quant à la casse, personne ne nous fera pleurer sur les vitrines de quelques multinationales – banques, stations services comme

celles qui sont encore en prison, sont donc des prisonniers politiques qui méritent tout notre soutien.

La résistance est légitime, la solidarité est un devoir

Ce qui est arrivé à Québec pendant le Sommet des Amériques nous conforte dans nos analyses des rôles

Contrastant radicalement avec tout ça, un autre futur possible nous est apparu plus clair que jamais dans le feu de la résistance et le brouillard des gaz lacrymogènes. Que de simples badauds, pas politisés pour deux sous, puissent démontrer autant de courage, de solidarité et d'entraide à un moment si critique a tout pour nous reconforter. Que toute une population se radicalise et se lève à la vitesse de l'éclair a de quoi rassurer pour l'avenir. Non seulement un autre monde est nécessaire, il est même accessible.

Les alternatives sont apparues évidentes dans la lutte. La démocratie directe, l'autogestion, l'entraide et la solidarité ne sont pas de vains mots: nous les avons vécues avec des milliers de camarades. Nous sommes plus que jamais révolutionnaires, plus que jamais libertaires.

Nous refusons et nous vous appelons à refuser de perdre les acquis de cette fin de semaine. Nous revendiquons haut et fort notre solidarité inconditionnelle avec TOUTES les personnes arrêtées pendant le Sommet des Amériques. Nous sommes tous des agitateurs!

**LIBÉREZ NOS CAMARADES!
AMINISTIE INCONDITIONNELLE!
Comité d'accueil du Sommet
des Amériques (CASA)
27 avril 2001**

(1) un journaliste de l'agence SIPA fut arrêté au motif qu'il portait un masque à gaz...

(2) militant anarchiste non violent connu, enlevé dans la rue par un commando de policiers le 20 avril, rue Saint-Jean

(3) surnom de la palissade protégeant le bâtiment officiel du Sommet.



Shell et fast-foods – qui sont bien peu de choses finalement, comparées à l'hécatombe annoncée par la police et les médias.

Contrairement à ce qui est véhiculé, nous n'avons pas vécu une émeute mais bien un soulèvement populaire généralisé contre la barbarie capitaliste et étatique. Tout le monde a mis la main à la pâte, des black blockers qui se sont attaqués au mur de la honte, aux résidentEs qui ont poussé les sympathies jusqu'à héberger des militantEs et fournir jus de citron, eau et vinaigre (sans parler de ceux et celles qui, par milliers, ont pris leur courage à deux mains et sont descendus dans la rue pour manifester). Les actions de cette fin de semaine furent politiques et légitimes d'un bout à l'autre. Les victimes de la répression, et plus particulièrement

respectifs de l'État et des appareils répressifs. Il est ressorti de manière éclatante que l'État n'a rien à foutre de la population, qu'il n'est là que pour défendre les intérêts du grand capital. Plus que jamais, il est évident que la police est au service des riches et des touristes. L'État s'est montré, pendant le Sommet, comme « le plus froid des monstres froids ».

Fonds de défense légale

Pour assurer une bonne défense à toutes les personnes arrêtées, ça prend des sous!! Vous pouvez contribuer au fonds de défense légale en déposant directement par inter-caisse dans le compte de CASA (Comité d'accueil du Sommet des Amériques), N° de compte: 32130, Transit: 92276-815, Caisse d'économie des travailleuses et des travailleurs (Québec) avec mention Fonds de défense légale (envoyez nous un mail à la_casa2001@hotmail.com). De l'extérieur, vous pouvez envoyer un chèque en dollars canadiens à l'ordre de « CASA » à Le Maquis C.P. 48026, 110 Boul. René Lévesque.

Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA)

Bilan des manifestations du Sommet des Amériques

Ce qui suit trace un bilan des manifestations du Sommet des Amériques en mettant l'accent sur les affrontements directs ayant eu lieu. En chiffres.

- nombre total de manifestants durant le sommet de Québec: 60 000 (comparé à 40 000 pour Seattle);
- nombre record de manifestants pour une seule activité: 30 000 (durant la marche des peuples);
- nombre de manifestants prônant l'action directe non-violente: approximativement 1 000 à 2 000;
- nombre de manifestants ouvertement violents (du « Black Bloc »): approximativement 60 (comparé à 150 à Seattle);
- dépenses reliées à la sécurité: 100M\$ (contre 9M\$ à Seattle);
- nombre de policiers: 6 000 (contre 1 000-2 000 (?) policiers à Seattle);
- nombre de manifestants blessés: approximativement 100 (légèrement) chez les manifestants, et un blessé grave nécessitant une opération chirurgicale à la suite d'une balle de plastique à la gorge;
- nombre de policiers blessés: approximativement 30 policiers blessés plus ou moins légèrement et 2 policiers gravement blessés (dont un ayant été frappé à la figure avec une barre de fer)
- nombre d'arrestations: 60 le premier jour (vend.) incluant les arrestations « préventives » à l'extérieur de Québec, et 320 le deuxième jour (samedi) incluant quelques journalistes.

Parmi les événements notoires, notons:

- 1) l'étrange kidnapping de Jaggi Singh (un militant supposément modéré);
- 2) la fermeture complète du Centre officiel des médias au plus fort des affrontements;
- 3) l'interdiction des masques à gaz (un précédent juridique?);
- 4) discipline et tactiques sophistiquées autant de la part des manifestants que de la part des policiers;
- 5) mobilisation de la presse alternative mondiale sur le Web, incluant la radio via Internet.

The Urban Monk



LECTURE

Pour tous ceux qui n'ont pas appris à lire dans Bakounine

LE 13 MARS 1983, LE QUOTIDIEN *Libération*, amateur de bandes dessinées au point de détester Pif le Chien, pris le deuil. Tous les articles de ce jour-là, furent illustrés de dessins extraits des 23 albums d'Hergé. Ce dernier venant de disparaître à l'âge de 75 ans.

Étonnant réflexe journalistique que celui-ci, ne laissant apparaître que le côté magique, poétique et nostalgique de l'œuvre du créateur de Tintin. L'an dernier, ce même journal nous a recommandé vivement et quasiment chaque jour, de conserver l'esprit Tintin tout au long de l'année.

Chaque album des aventures de notre si sympathique héros et de son jeune chien blanc s'étant vendu à des centaines de milliers d'exemplaires, et je suis quasiment sûr qu'il existe bien peu de rayons de bibliothèque dont les ouvrages en soient absents, il fallait quand même bien se poser la question d'en connaître un peu mieux l'auteur. Les soupçons portants sur son engagement, s'ils n'étaient que des soupçons pour notre génération de baby-boomers militants, s'avèrent effectivement bien fondés. Un tel succès, une telle renommée appellent nécessairement la curiosité et la critique. La popularité de Tintin alla même jusqu'à faire déclarer au général de Gaulle qu'il était son seul rival international.

Qui est vraiment Hergé ?

Passons sur la facilité consistant à considérer Tintin comme le spécimen du journaliste fouille-merde, Castafiore

pour un travelo (l'expression vient d'un courrier adressé à Hergé par un lecteur gay). Haddock pour un alcoolique notoire, Tournesol comme un dange-reux savant atomiste et les Dupondt comme deux flics débiles légers et l'on aura une vague idée du danger moral pour notre belle jeunesse infligé par le contenu de telles bandes dessinées. N'est pas Crumb qui veut.

Et pourtant le charme opère pratiquement à chaque fois. Et l'œuvre dans son entier, pour comique qu'elle soit, renvoie à la personnalité définitive de son auteur, au jugement catégorique et non susceptible d'appel : catholique et de droite. Non pas de ces catholiques ultra conservateurs, dogmatiques et rigoureux sacrifiant aux rites traditionnalistes et militants frontistes de choc, mais Hergé est bien l'héritier d'une morale dépourvue de toute ambiguïté et d'une éducation journalistique profondément marquée par les idées fascistes. C'est toute une méthode de pensée, un mode de vie, des relations et des amitiés indestructibles, toutes issues de ce même milieu parmi lesquelles ce grand artiste va évoluer et accomplir son œuvre. Éducation réactionnaire, esprit scout, passion de la rigueur voire de la rigidité et influence profonde de ce clergé fasciste et triomphant d'avant-guerre dont la puissance et la richesse de l'époque lui avaient vaniteusement octroyé l'arrogance de s'occuper des affaires civiles et particulièrement de l'éducation des enfants.

Né en 1907, Hergé va forcément être mêlé d'une façon ou d'une autre à la guerre et à l'occupation de sa Belgique.

Ces événements ne parurent pas autrement l'affecter : Je travaillais un point c'est tout. Comme travaillait un mineur, un receveur de tram ou un bou-langer ! Mais alors qu'on trouvait normal qu'un machiniste fasse marcher un train, les gens de la presse étaient prétentement des traîtres (interview avec Numa Sadoul) et on pourrait rajouter : il travaillait comme l'ouvrier des industries chimiques fabriquant du Zyklon B. Ainsi, quand sa maison fut réquisitionnée par l'occupant et qu'il dut se rendre à l'hôpital, l'officier nazi mis sa voiture à sa disposition, Hergé aura la réflexion suivante : Nazi mais poli... (Interview avec Numa Sadoul).

Un comportement très douteux sous l'occupation allemande

Et tout au long du conflit, il se commettra dans les journaux les plus collaboracionnistes qui soient. Pas de pénuries de papier pour Tintin. Les journaux réquisitionnés ou autorisés par les nazis ne firent pas montre, cela va sans dire, d'une grande ouverture d'esprit, c'est pourtant dans ceux-ci qu'Hergé exercera son magistère. Entre 1939 et 1945, cinq albums furent publiés pour la première fois. Pas de pénurie de main d'œuvre pour Tintin. La *Libération* venant, Hergé connaîtra, pour quelques heures seulement, les « joies » de la prison. Mais très vite, il arrivera à se disculper. Après tout, n'était-il pas qu'un auteur de dessins inoffensifs pour enfants ?

Inoffensifs avez-vous dit ? Sans doute pas tant que ça, mais il faut considérer tout de même que la seule présence dans le journal du reporter à la houppe et aux pantalons de golf, assailli par sa célébrité un tirage important et donc permettrait au journal de pouvoir distiller une propagande quotidienne au plus grand nombre, sinon en faveur direct de l'Occupant du moins très complaisante vers ces lecteurs sans âme pour lesquels, la seule attitude honorable, était avant tout de ne pas faire d'histoires et de couvrir le dos en attendant des jours meilleurs. Les explications d'Hergé sont, on le voit, bien insuffisantes. Il n'a pas le talent d'Arletty qui avait déclaré malicieusement à ses juges quand elle fut, elle aussi, inquiétée : j'ai couché avec un allemand, j'ai pas couché avec l'Allemagne !!! Plus de cinquante ans plus tard le mot peut prêter à sourire, mais il fallut sans doute à l'époque, posséder beaucoup de courage pour faire une déclaration pareille. Hergé, lui, n'en aura pas eu.

Des amis bien placés... à l'extrême droite

Mais, relativement épargné, il saura toujours de quel côté seront ses amis et comment les aider ou comment justifier ses amitiés. Ils étaient parmi les plus à droite et je dirais même plus, les plus à l'extrême droite du paysage politique belge : Degrelle, leader du Rexisme, qui se réfugia chez Franco, Paul Janin, condamné à mort et gracié qui l'aidera financièrement à sa sortie de prison

CHANSON

Serge Utgé-Royo à l'Européen les 13, 14 et 15 mai

Après de nombreux concerts à travers la France et la Belgique, Serge Utgé-Royo revient à Paris.

Y a-t-il meilleure façon de fêter le retour des beaux jours qu'en compagnie de Serge Utgé-Royo ? Il nous entraîne dans son univers coloré, parsemé de colère, d'espoir et d'amour surtout car il faut une sacrée dose d'amour pour continuer à chanter à l'oreille des humains que notre vieille planète vaut mieux que les généraux, la poudre, les cités mouroirs et les profiteurs. Une sacrée dose d'espoir aussi pour dire le rêve d'un monde plus fraternel et « partageux ».

Il a tout ça cet artiste ! Son regard nous envoie des flashes de joie de vivre en dépit des réalités, sa voix lance des torrents de printemps qui coulent vers un autre futur. Ses chansons sont des bras ouverts ou un poing levé. Elles nous disent qu'il suffirait d'un rien, d'un regard, pour que tout bascule dans une autre vie plus humaine et quand il revisite les chansons d'autres frères d'antan, voilà que les rêves ou les combats d'hier nous reviennent avec une jeunesse nouvelle pour nous donner la force de continuer.

Comme un vent printanier qui nous caresse la joue un beau matin de mai, voilà Serge Utgé-Royo.

Serge Utgé-Royo sera accompagné par Philippe Leygnac (piano, trompette, accordéon et percussion) et Jack Thyssen (contrebasse). Fidèle à son habitude, il invitera chaque soir, des artistes en première partie. Vania Adrien Sens chantera les chansons de Mai... pour ouvrir le bal. Le 13, Kalifa chantera Léo Ferré ; le 14, Annick Roux chantera et dira Francis Blanche et le 15, Pascal Garry interprétera ses propres chansons.

Bruno Petitfrangin

Dimanche 13 à 17 h 30, lundi 14 et mardi 15 à 20 h 30. L'Européen, 3-5 rue Biot, Paris 17^e (M^o place Clichy). Places : 120 F ; chômeurs, Rmistes, étudiants : 60 F. Réservation à l'Européen : 01 43 87 97 13.

quelques années plus tard, Paul Herten, fusillé pour intelligence avec l'ennemi dont il dira : il faisait son travail de journaliste d'une façon tout à fait technique. Il a pris ses distances, la fin de la guerre approchait. (in Pierre Assouline : *Hergé-Folio*) Chaque renvoi d'ascenseur se commettra dans la même direction et pas vraiment vers la gauche. Rendre service aux amis, pourquoi pas, mais ces amis-là auront pour la plupart été des collaborateurs zélés de l'occupant de la Belgique durant la Seconde Guerre Mondiale et pour leur grande majorité, emprisonnés ou bannis pendant l'épuration qui suivit. Épuration dont une des grandes innovations fut d'établir un certificat de civisme officiel, délivré par l'administration, en absence duquel – comme en son temps l'étoile jaune – il fut impossible de travailler. Hergé put se le procurer, certes avec difficulté, en faisant intervenir ses nombreuses relations. Il profitera de ce certificat pour recommander, voire embaucher des « collaborateurs », dont un, qui en empruntant le

nom de jeune fille de sa femme pourra ainsi ne pas apparaître officiellement et surtout lui permettra d'encaisser les chèques.

Par fidélité, scout un jour scout toujours, Hergé aidera tout au long de sa vie ses amis, dont l'attitude vis à vis de l'occupant fut parfois un peu trop voyante et souvent un peu trop injustifiable.

Et j'ai lu tous les albums, avec plaisir, avec terreur, j'ai eu peur avec le Yéti et la monstrueuse araignée dans le télescope de l'Étoile Mystérieuse et j'ai ri au spectacle pitoyable des Dupondt empêtrés dans leur bêtise. Suis-je devenu un bon petit réac pour autant ? Je ne l'imagine pas. Misère de la propagande qui tape quelquefois à côté ou veulerie et inconscience d'un auteur universellement reconnu pour son génie artistique ? On a même vu des albums traduits en Espéranto, tous les enfants du Monde seraient-ils donc victimes de la même innocence ?

Jean-Pierre Gault

copinage

Inauguration du Forum Léo Ferré les 7 et 8 mai à 21 heures (ouverture des portes à 19h30, bar et petite restauration froide) avec un spectacle de chanson : **Alain Aurenche, Annick Cisaruk, Allain Leprest**, 11 rue Barbès, Ivry-sur-Seine). Places : 80 F ; 70 F. Tél : 01 46 72 64 68. Les 9, 10, 11 et 12 mai : Djamel Allam.

René Binamé + Protex Blue (roots punk steady de Saint-Etienne) + **Ya Basta** (power punk de la région parisienne) au Molodoï, 19 rue du Ban de la Roche à Strasbourg samedi 12 mai. Ouverture des portes à 20 h. PAF : 30 F.

La compagnie NAJE (Nous n'Abandonnerons Jamais l'Espoir) réalise un spectacle de théâtre-forum avec 20 habitants de 6 villes et 8 comédiens de la compagnie : **Les résistants du quotidien dans la guerre économique**. Samedi 5 mai à 20 heures au Théâtre de Chelles (77), (place des Martyrs de Chateaubriant).

radio libertaire Paris • 89.4 MHz

jeudi 3 mai à 10h 30 :

Blues en liberté : objecter à l'esprit de défense.

vendredi 4 mai à 22h 30 :

Jazz en liberté : programme de blues, avec Thierry de « Blues en liberté ».

mercredi 9 mai à 10h 30 :

Blues en liberté : Yank Rachel, mandoline et compagnie.



En décembre 1919, lors de son congrès constitutif, la *Freie Arbeiter Union Deutschlands* (FAUD) adopte la déclaration de principe d'un syndicalisme qui rejette l'État et le parlementarisme. En 1923, la FAUD se proclame anarcho-syndicaliste, adhère à l'Association internationale des Travailleurs anti-autoritaire et compte, à son apogée, 200 000 cotisants.

Helmut Rüdiger, Augustin Souchy, Arthur Lehning ou Rudolph Rocker en sont les figures de proue. En janvier 1933, Hitler, après avoir remporté les élections, devient chancelier.

Cinq jours plus tard, les libertés de la presse et d'association sont supprimées. En mars 1933, le siège de la FAUD, est perquisitionné. Le 10 juillet 1933, Erich Mühsam est pendu par les SS au camp de concentration d'Oranienburg. On connaît la suite... Cette brochure nous raconte tout cela.

La résistance anarcho-syndicaliste allemande au nazisme dans la Ruhr et en Rhénanie (1933 -1945). Collectif. Co-édition Alternative libertaire. 66 pages. 30 F.

12 mai : journée internationale de soutien à Mumia

MUMIA ABU-JAMAL, JOURNALISTE AFRO-AMÉRICAIN militant, « la voix des sans voix », clame son innocence depuis 20 ans dans le couloir de la mort. Ancien responsable à l'information du parti des Panthères Noires, dénonciateur du racisme institutionnel et des violences policières contre tous les opprimés, Mumia – les dossiers de renseignements des officines américaines le prouvent – est victime d'une machination du FBI dans le cadre de son programme clandestin, le COINTELPRO, visant à éliminer toute dissidence aux États-Unis. Mumia a été condamné pour le meurtre d'un policier blanc, à l'issue d'un procès truqué : intimidations policières contre les témoins, interdiction d'assurer sa propre défense, sélection d'un jury selon des critères racistes, etc.

Le 12 mai est une date historique et une date « charnière »

Pourquoi historique ? Le 12 mai 1985, la ville de Philadelphie lâchait une bombe militaire sur les maisons de l'organisation MOVE, à qui il était reproché, entre autre, sa campagne pour la libération de Mumia, qui était à l'époque dans le couloir de la mort depuis trois ans. La mobilisation du 12 mai à Paris se doit d'être un tremplin pour assurer une forte dynamique « Mumia » lors des manifestations anti-mondialisation qui « accueilleront » Bush à Göteborg (Suède) au Sommet européen du 14 au 16 juin.

Pourquoi le rendez-vous du 12 mai est-il crucial ?

Parce que le juge fédéral Yohn, nommé par Bush père, n'est pas légalement obligé de donner une audience à Mumia ni de l'y faire comparaître ;
Parce que la loi pour « une peine de mort effective » autorise Yohn, au cas où sa décision serait négative, à

empêcher Mumia de faire appel de son jugement et donc d'arrêter définitivement le cursus de ses appels ;
Parce que, en novembre 1999, le juge Yohn a laissé Mumia deux longues semaines dans la situation de torture qu'est la phase 2 du couloir de la mort – alors que le cursus inachevé des appels impliquait juridiquement un report immédiat et automatique ;
Parce que Yohn a rejeté en bloc quatre « amici curiae » (pétition présentée par un tiers citant des interprétations ou des faits nouveaux et favorables à la défense) qui exposent des arguments incontournables prouvant les failles structurelles du procès de 1982 et concluant à la nécessité d'un non-lieu ;
Parce que le juge Yohn vient de rejeter une pétition de Mumia demandant qu'aux 29 violations de ses droits constitutionnellement garantis, soit ajouté un trentième point affirmant son droit à l'assistance para-légale dont il fut privé en 1982 ;
Parce que Mumia a été obligé de se séparer de l'équipe de la défense pour cause de publication par l'un de ses membres d'un livre visant à dévoiler de façon « juteuse » les « coulisses de l'affaire » et trahissant donc le devoir de réserve que tout avocat doit à son client. Curieusement, ce sont les milieux de l'Ordre Fraternel de la Police qui ont été les premiers à en recevoir les bonnes feuilles.

Des mobilisations sont prévues au Canada, à Puerto Rico, en Afrique du sud, en Allemagne, en Italie, à Philadelphie.

C.O.S.I.M.A.P.P. Comité de Soutien International à Mumia Abu-Jamal et aux Prisonniers Politiques

Rassemblements tous les mercredi de 18 h à 20 h, devant le consulat américain à l'angle de la place de la Concorde rue de Rivoli, métro Concorde.

<http://www.cosimapp-mumia.org>
<mailto:cosimapp@cosimapp-mumia.org>

PARIS

Opération zéro franc = zéro fraude dans le 18^e

LES ÉLECTIONS SONT TERMINÉES, les élus sont fiers et sûrs d'eux, les promesses sont oubliées... la campagne « gérons la ville nous-mêmes », elle, continue.

Les 24, 27 et 28 avril, des militants de la Fédération anarchiste et des Scalp-Reflex ont organisé trois opérations de propagande sur les transports gratuits pour tous et toutes, dans le 18^e arrondissement de Paris. Banderole, affichettes, autocollants, tracts et surtout des vrais-faux billets ont été distribués, collés à la sorties du métro et dans les bus. Un

succès auprès des usagers, mais aussi des salariés de la RATP. Radio libertaire avait un reporter, voici les réactions des uns et des autres.

« Un ticket comme celui-ci, j'en avais jamais vu, c'est super, ça fait rire tout le monde. Je suis au RMI, les transports gratuits pour moi c'est une question de survie ! Je suis obligé de frauder tous les jours, même pour aller faire des démarches. Au prochain contrôle, je lui donnerai votre ticket, j'espère que le contrôleur aura de l'humour, mais la plupart ne comprennent pas réellement notre situation. »

« Je suis chômeur, je n'achète plus de carte orange (trop cher). Je marche beaucoup à pied, j'achète de temps en temps de tickets à l'unité et je fraude. Mais, c'est vraiment possible les transports gratuits ? »

« Mes parents n'ont pas les moyens de m'acheter des cartes oranges ou imaginai'R, donc un mois sur deux je fraude. En gros, si je me fais piquer moins d'une fois par semestre j'y gagne, ça fait six ans que ça dure. »

« Les transports, je ne peux pas y échapper. Je prend le bus et le métro deux fois par jour pour aller bosser (avec ma copine). Notre boîte nous rembourse la moitié de la carte orange. Le patron lui, a la voiture de l'entreprise. Oui, ça serait normal que les patrons payent nos trajets. »

« Je ne sais pas si les transports gratuits améliorent nos conditions de travail. En tous cas, nous avons besoin de plusieurs milliers d'emplois pour compenser les 35 heures et améliorer les conditions des usagers. Déjà si la direction gérait mieux le budget de la boîte, ça irait. »

« Les transports gratuits, c'est bien, mais la RATP devrait mettre plus de bus. On attend trop et quand le bus arrive, il est bondé. C'est encore pire le week-end. »

Devant ce succès, les groupes FA et Scalp-Reflex concernés ont décidé de continuer et d'élargir ce type d'action. À bientôt donc.

groupe libertaire Louise Michel du collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants)

Chers lecteurs et lectrices

Aujourd'hui, le traitement de l'actualité par la grande presse mobilise l'appui public pour les intérêts particuliers que les gouvernements mettent au service du secteur privé. Pour dispenser des informations qui échappent aux manipulations des gouvernements et des dirigeants des sociétés industrielles et financières, le premier pas vers cette libération est la constitution et la préservation d'une presse indépendante par rapport à ces intérêts particuliers. Or, il est de plus en plus difficile de faire vivre cette presse qui défend le principe de l'autonomie. Votre journal *Le Monde libertaire* connaît des difficultés financières qui mettent en péril sa survie économique. Pour l'année 2000, le compte de résultats dégage une perte de 82000 F, et cela engendre un manque structurel de trésorerie. Si vous êtes attachés à notre journal et que vous souhaitez la pérennité de la presse indépendante, vous pouvez soutenir financièrement *Le Monde libertaire* en adressant vos dons à : Publico-Le Monde libertaire, soutien ML, 145 rue Amelot, 75011 Paris. Merci de votre soutien à la presse anarchiste et de votre fidélité à notre journal.

L'administrateur du *Monde libertaire*

A G E N D A

jeudi 3 mai

METZ : Le groupe de la FA organise une vidéo-conférence « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » à 20 heures à la Maison des associations.

samedi 5 mai

MARSEILLE : Conférence au CIRA « La Cecilia » avec Isabelle Felici à 15 heures, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucins, 1^{er}).

METZ : Rassemblement festif à 14 h à la colonne Mester (FA, CNT, Scalp) ; à 15 h : meeting de la CNT salle Robert-Ochs ; 18 h : apéro concert avec chanson française et chanson révolutionnaire italienne.

SAINT-NAZAIRE : Des rencontres et des débats auront lieu à l'occasion du centenaire de **Fernand Pelloutier**, à l'initiative de Front libertaire, à la Maison du peuple, place Allende. Au programme : Pelloutier et l'essor des bourses du travail, Pelloutier anarchiste, Le mouvement des chômeurs, et une table ronde sur l'actualité de l'anarchosyndicalisme. Tables de presse. Réservation : 06 85 63 64 93.

jeudi 10 mai

NANTES : L'Union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste organise un **débat sur l'éducation** avec Nico Hirtt et des membres du Lycée autogéré à 20 h 30, 17 rue Paul-Bellamy (co-organisé avec CNT, No Pasaran).

vendredi 11 mai

NANTES : L'Union régionale Bretagne de la FA organise un **débat sur l'éducation** avec Nico Hirtt et des membres du Lycée autogéré à 12 h 30, Université de Lettres et Sciences Humaines (amphi D, sous réserve), co-organisé avec le collectif d'étudiants en grève.

PARIS : Le groupe de la Villette de la FA organise une réunion publique sur le thème : « L'intervention des anarchistes dans la commune : l'exemple de Merlieux », animée par Dominique Lestrat. **A 20h30 à l'Usine**, 102, bd de la Villette (M^o Colonel Fabien).

PARIS : Le COSIMAPP, le groupe de soutien à Leonard Peltier et le Scalp-Reflex organisent un **meeting pour sauver Mumia à 19 heures** Avec Sonia Sanchez (ex-Black Panther) et Ramona Africa (Move) au 33, rue des Vignoles (20^e M^o Avron).

ROUEN : Soirée Voix libres, rencontres **création littéraire et poétique** à la librairie L'Insoumise à 20 h 30, 128 rue Saint-Hilaire.

VANNES : L'Union régionale Bretagne de la FA organise un **débat sur l'éducation** avec Nico Hirtt et des membres du Lycée autogéré à 20 h 30, Palais des Arts avec présence de personnes impliquées dans les projets collèges expérimentaux.

samedi 12 mai

LANNION : L'Union régionale Bretagne de la FA organise un **débat sur l'éducation** avec Nico Hirtt et des membres du Lycée autogéré à 14 h 30, Maison des associations avec Projets collèges expérimentaux, Ecole Emancipée...

NEUILLY-SUR-SEINE : Le collectif « Souriez, vous êtes filmés » invite tous ceux que l'odeur de pourriture de « Loft story » dégoûte à **déposer des poubelles** devant le siège de M6 à 14 heures, 89, avenue Charles-de-Gaulle.

PARIS : Le COSIMAPP appelle à une **manifestation nationale pour Mumia** à 14 heures gare de l'Est avec le groupe de soutien à Leonard Peltier et le Scalp-Reflex.

RENNES : L'Union régionale Bretagne de la FA organise un **débat sur l'éducation** avec Nico Hirtt et des membres du Lycée autogéré à 20 h 30, MJC La Paillette, rue du Pré de Bris.

dimanche 13 mai

PARIS : **Concert de soutien** à la revue *Reflex* et aux FTP à 17 heures avec Igor Ringard et Mireille de Guingois, Riton la Manivelle et La Compagnie Jolie même au CICP, 21 rue Voltaire. PAF : 30 F.

vendredi 18 mai

LYON : La Fédération anarchiste invite **Act Up Lyon au café libertaire**, l'occasion de discuter de la création de cette association et de ses projets. 21 heures, 19 rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée).

TOULON : Réunion-débat organisée par le Réseau anarchiste varois « **La Cecilia, histoire d'une communauté anarchiste au Brésil** » avec Isabelle Felici à 18 heures au nouveau Café-lecture, 2, rue Baudin (à côté de l'ex-bourse du travail).

samedi 19 mai

ROUEN : Le groupe de la FA organise un débat sur **Louise Michel et la Commune** avec Claire Auzias autour de sa brochure à 14 h 30. Librairie L'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire.